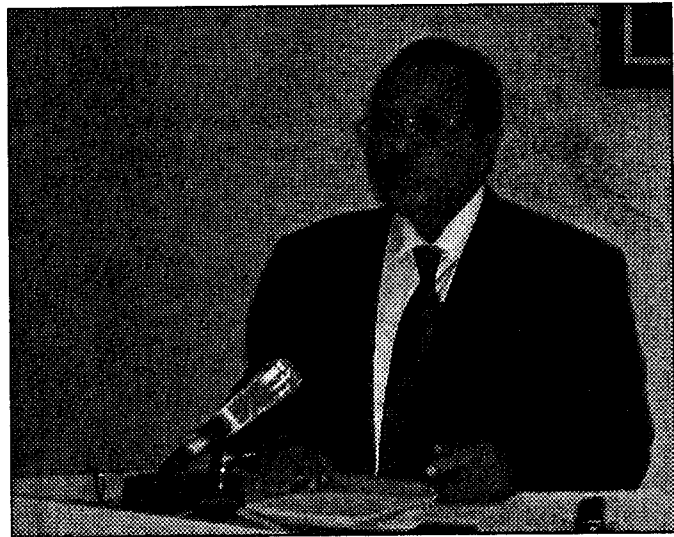


Point de presse du Porte-parole du Gouvernement :

"La reconnaissance des ONG s'inscrit dans la droite ligne de l'ouverture politique"

Ce point de presse du mercredi donnera l'occasion à M. Hamoud Ould Abdi, ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du Gouvernement, de s'exprimer sur plusieurs sujets d'actualité qui préoccupent les populations, notamment, les arrestations des islamistes, les récentes descentes de la police dans les mosquées, la pétition signée par des leaders de partis en faveur de la libération des islamistes, les voyages en vue du Président Ould Taya en Libye et au Yémen, la reconnaissance de certaines ONG, longtemps en quête de récépissé, comme SOS-Esclaves, etc.



Point de presse du Porte-parole du gouvernement :

" La reconnaissance des ONG s'inscrit dans la droite ligne de l'ouverture politique "

Au sujet des arrestations des islamistes, les preuves et la gestion des mosquées Aïssi, répondant à une première question sur les arrestations des islamistes et sur les preuves détenues par les autorités, le Porte-parole du Gouvernement, après avoir rappelé les étapes par lesquelles le démantèlement du réseau a été effectué, allant de la découverte d'une organisation secrète affiliée à Al Qaida à la saisie d'importants documents trouvés sur des personnes et dans des mosquées et révélant comment cette cellule dormante était organisée et comment elle opérait et planifiait des actions "dijhadistes" dans le pays, M. Ould Abdi dira que l'enquête a permis de savoir que "deux courants existaient dans cette organisation dont le premier suggérait de commencer le "dijhad" tout de suite, alors que le deuxième préconisait d'attendre que la mainmise soit effective sur un plus grand nombre de citoyens avec la construction de 730 mosquées à Nouakchott et grâce aux flux d'argent importants provenant d'un seul pays à travers un circuit financier sous couvert d'actions de bienfaisance. La majorité des avis avait finalement privilégié la suggestion du premier courant. C'est ainsi que les actions ont commencé par le vol de la voiture de World Vision, l'attaque d'Aïoun, l'envoi en formation au GSCP de plusieurs éléments dont certains sont revenus, tandis que d'autres ont été expédiés sur des fronts en Irak ou en Afghanistan. Des plans d'actions ont, par ailleurs, été finalisés pour être mis à exécution par des individus et par des groupes."

A une question sur la gestion des mosquées, M. Ould Abdi dira qu'il y a une législation sur les mosquées datant des années 80 que les pouvoirs publics ont décidé de mettre en application car il est

naturel que, dans un pays islamique comme le nôtre, on veille à ce que les mosquées ne soient pas utilisées pour servir de caches d'armes et d'abri pour les groupes extrémistes qui veulent mener des actions terroristes au nom de l'Islam. Il s'agit véritablement de préserver ces lieux saints de prière et de culte et d'éviter aux mosquées d'être transformées en lieux de préparation d'actions meurtrières et destructrices.

La pétition pour libérer les islamistes

A notre seconde question de savoir quel commentaire il faisait au sujet de la pétition signée par nombre de personnalités dont des leaders de l'Opposition pour demander la libération des islamistes, le Porte-parole du Gouvernement dira : "Nous avons lu cette pétition et il est bizarre pour nous que certaines personnalités aient accepté de faire figurer leurs noms à côté de ceux de personnages extrémistes. Or, dans tous les pays qui se veulent démocratiques, les extrémistes sont des gens non fréquentables si l'on veut rester crédible, respectable, responsable et sérieux. Mais cela n'est pas moins bizarre que de ne pas prendre position sur des sujets graves d'attaques armées, d'utilisation de moyens financiers pour prôner la violence, le djihad contre un peuple musulman en terre d'Islam, d'utilisation des mosquées pour cacher des armes et planifier des actions meurtrières. Mais le plus grave est que des gens respectables défendent des gens qui appartiennent à des filières salafistes, telles celles qui déterraient les morts et tuaient les enfants, comme ce fut le cas en Algérie ou celles qui faisaient exploser les hôtels ôtant la vie à d'honnêtes gens comme ce fut le cas au Maroc.

Le Président Ould Taya en Libye et au Yémen

Au sujet de la participation du Président Ould Taya au sommet de l'UMA à Tripoli et de son voyage au Yémen à la fin du mois de Mai courant, le Porte-parole du Gouvernement confirmera ces deux sorties présidentielles en ajoutant que, dorénavant la presse indépendante sera du voyage.

A notre question de savoir si le Président Ould Taya va à Tripoli avec un esprit de réconciliation avec Kadhafi ou tout simplement parce que la Mauritanie veut tenir sa parole de "ne rien faire qui puisse entraver la construction de l'UMA qui est un choix stratégique pour les cinq pays et que notre pays est prêt à venir participer à toute initiative visant à relancer et à redynamiser l'Union du Maghreb Arabe", le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, dira que "la Mauritanie est prête à soutenir tous les efforts tendant à faire avancer l'UMA et que le Président Ould Taya va en Libye parce qu'il croit en l'Union du Maghreb Arabe et souhaite de tous ses vœux que le rêve d'union, d'intégration, de maison commune, devienne une réalité, soit concrétisé pour le grand bien de nos peuples."

A propos de la reconnaissance de SOS-Escalves et autres...

Abordant une question relative à la reconnaissance de certaines ONG dont SOS-Escalves, suite à une rencontre, la semaine dernière, entre le ministre de l'Intérieur et certains responsables d'associations de la société civile, le porte-

parole du Gouvernement affirmera que cela fait suite au Forum organisé par le RDU et s'inscrit dans la droite ligne de l'ouverture politique vers laquelle tend le Pouvoir. Tout cela, dépendra évidemment de ces acteurs nationaux qui auront à montrer leur détermination à jouer franc jeu en étant responsables, respectueux de la légalité, de l'ordre et de l'intérêt supérieur de la Nation. Le cas échéant, l'Etat est toujours là pour se faire respecter et protéger ses citoyens.

A propos du pétrole, de l'alphabétisation et des bibliothèques ...

Ainsi au sujet des travaux du Conseil des Ministres, l'on saura que des décrets de partage de la production pétrolière entre notre pays des sociétés comme Total et Brimax Petroleum ont été arrêtés dans les moindres détails fixant sur trois étapes ce partage qui permettra en dernière période à notre pays d'atteindre 50%. D'autres textes portant sur des permis de recherche en Adrar, au Tagant, au Hodh Charghi seront examinés et adoptés.

Le Porte-parole du Gouvernement rappellera que, dans le cadre de la grande campagne d'alphabétisation, les résultats au Hodh El Gharbi où près de 7.000 analphabètes avaient été enregistrés, avec éradication de l'analphabétisme pour plus de 1.897 d'entre eux. Sur le plan du suivi des fréquentations des bibliothèques à Nouakchott, la semaine du 15 au 19 mai a permis à 1941 lecteurs de livres scientifiques, 2912 lecteurs littéraires, 1502 lecteurs de livres islamiques et 4901 divers de profiter des maisons des livres.

MOMHAMED OULD KHATTAT
MMKHATTAT@HOTMAIL.COM